

## A Bure: les déchets nucléaires, «on aura passé une vie avec ça»

Jade Lindgaard - 31 juillet 2017 ([www.mediapart.fr](http://www.mediapart.fr))

Depuis vingt ans, l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, l'Andra, prépare les villageois de la Meuse à l'idée qu'ils vont vivre au-dessus des déchets nucléaires. Cette politique d'insertion dans le territoire se heurte à de nouvelles réticences, exacerbées par l'omniprésence des gendarmes. Des opposant.es se rassemblent du 11 au 13 août.

Bure et Mandres-en-Barrois (Meuse), de notre envoyée spéciale.

« Vous notez quoi dans votre petit carnet ? » La voiture des gendarmes s'est approchée en silence. À l'intérieur, quatre hommes en tenue. Tout autour de nous, un rond-point vide bordé de bâtiments protégés par des grillages : un hôtel-restaurant, une écothèque, les archives d'EDF et, derrière un poste de garde où se relaient des vigiles privés, le laboratoire de recherche de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, l'Andra. En une heure de balade, c'est le troisième contrôle d'identité.

Depuis un an, des opposant.es au centre d'enfouissement des rebuts radioactifs Cigéo occupent le bois Lejuc, la forêt que l'on devine non loin, derrière une butte, pour bloquer l'avancement du projet. Le mouvement draine de nouveaux militants, qui ravivent la lutte ancienne contre la « poubelle nucléaire » prévue pour 2025. « *Andra dégage* », « *Brûle l'Andra* » : peints à la bombe sur le bitume et les panneaux de circulation, les slogans entretiennent la tension et la troupe quadrille le terrain.

Seul lieu ouvert au public sur ce rond-point stratégique, l'hôtel du Bindeuil a fait l'objet d'une action d'intimidation par des militant.es trois semaines plus tôt : intrusion dans l'hôtel, bris de verre et de bouteilles, coups dans les fenêtres, départ de feu au petit matin. L'action a durci le ton des autorités contre les occupant.es du bois. La préfète s'est rendue sur les lieux quelques heures plus tard, des dizaines de gendarmes mobiles ont été affectés à la surveillance du territoire et des élus locaux, dont le sénateur Gérard Longuet, réclament l'ouverture d'une unité supplémentaire de gendarmerie.

L'établissement appartient à la commune de Bure, *seul village de 84 habitants* à posséder un hôtel-restaurant à 2,9 millions d'euros. Pas un café, ni une épicerie, ni une école n'a survécu à la désertification de ce coin de Meuse. Le département reçoit 30 millions d'euros par an en échange de la présence du futur site de stockage de déchets. Bure en bénéficie au premier chef. C'est ce symbole de l'argent du nucléaire et de l'achat du territoire que les militant.es disent vouloir dénoncer.

En cette veille de 14 Juillet, le Bindeuil est presque vide, à l'exception de la trentaine de gendarmes qui viennent y manger entre leurs tours de garde. Tant que les travaux de Cigéo ne démarrent pas, les clients manquent et la disproportion de l'infrastructure dans ce territoire dépeuplé saute aux yeux. Sa silhouette beige tranche sur le plat horizon de ce paysage de champs agricoles. À la tombée du jour, les lettres « EDF » s'éclairent en blanc cru sur la façade du cube design qui abrite les archives de l'électricien. De l'autre côté du rond-point, le logo vert, jaune et bleu de l'Andra s'illumine sur le puits d'accès au laboratoire, à 500 mètres sous terre. Des dizaines de lampadaires lâchent une lumière orange visible à des kilomètres à la ronde. Le plateau prend l'apparence d'une citadelle électrique, tout à sa démonstration d'autorité et de puissance économique.

Ces flots d'argent et cet afflux de force publique indiquent l'importance du projet en cours. Le centre industriel de stockage géologique (Cigéo) que l'Agence de gestion des déchets radioactifs s'apprête à construire doit accueillir les rebuts les plus dangereux du système nucléaire français : résidus du traitement des combustibles, produits de fission et d'activation, gaines, coques, boues... Ils contiennent différents radionucléides, à vie courte ou longue – jusqu'à 2 millions d'années pour le neptunium 237. Un processus législatif chaotique démarré en 1991 a choisi l'option de l'enfouissement en grande profondeur de ces matières ultratoxiques. Près de 265 kilomètres de tunnels et de galeries souterraines doivent être construits à 500 mètres sous terre, sur une surface totale d'une

quinzaine de kilomètres carrés, pour y stocker près de 400 000 m<sup>3</sup> de déchets. Pendant une centaine d'années, les exploitants du centre devront y enfouir les déchets venus des centres de La Hague, Marcoule et Cadarache, au rythme d'une centaine de convois de dix wagons par an – soit deux par semaine. Les « colis » doivent être entreposés dans des « alvéoles » horizontales, d'une longueur comprise entre 100 et 525 mètres, en fonction de leur composition. Au bout de plus d'un siècle, le site devra être rebouché et gardé en l'état pour plusieurs milliers d'années.

Sur les schémas de l'Andra, l'activité de Cigéo est toujours représentée souterraine. En réalité, elle va bouleverser le paysage en surface : nouvelle gare, transport des déchets par trains et camions, zones de descenderie et d'accès aux puits, verser ou stocker les millions de mètres cubes de gravats. « *Oui, ce sera une zone industrielle. Il va y avoir un gros chantier* », reconnaît sa responsable de la communication, Dominique Mer. Une concertation publique est annoncée sur l'impact paysager du projet. L'emprise des travaux sera considérable : deux zones de 270 hectares chacune, auxquelles s'ajoutent 70 hectares pour stocker les roches excavées. Soit l'équivalent de 25 Champs-de-Mars.

### « Vous l'entendez tous les jours et ça entre dans votre tête »

Dès à présent, l'Andra imprime sa marque sur le territoire et ses habitant.es : embauche des riverain.es, achats de terres, subventions aux festivals culturels et aux quelques associations sportives, organisation d'expositions temporaires sur les fossiles ou la forêt, journées portes ouvertes et déplacements en car offerts aux scolaires. C'est l'« *insertion dans le territoire* », une stratégie que l'Andra assume complètement : « *On est un acteur local. On veille à ce que Cigéo se fasse en bonne coordination avec l'activité locale et s'intègre dans la logique de développement du département. Il faut que le territoire en profite.* »

Depuis 2001, l'Andra conduit une politique de parrainages de projets locaux : festival Renaissance des arts de la rue à Bar-le-Duc, Maison de la pierre, fête de la science... Sujets privilégiés : « *la nature, le patrimoine, les relations intergénérationnelles* ». Des thèmes qui concourent à rattacher ce projet de science-fiction au temps long de l'histoire humaine. « *On est très sollicités, mais on étudie les dossiers au cas par cas* », explique Mathieu Saint-Louis, chargé de communication de l'Agence. S'insérer dans le territoire mais avec discrétion. Le sponsoring du club de foot de Troyes a crispé certain.es à la vue du logo de l'Andra sur le maillot des joueurs. Entre 150 000 et 200 000 euros y sont consacrés chaque année, pour une aide moyenne de 1 000 euros par projet. « *Des sommes pas énormes, pour soutenir de petits projets locaux ponctuels* », précise l'agence. « *Par rapport aux années 1970, ces grands projets sont plus difficiles, reconnaît Mathieu Saint-Louis. Aujourd'hui, on ne vient plus poser un projet comme ça. Il faut créer des liens avec le territoire.* »

La présence sociale, économique et policière modifie bien des aspects du quotidien des habitants et installe Cigéo dans l'esprit des riverains, avant même que le moindre déchet n'y ait été enterré. « *C'est comme manger cinq fruits et légumes par jour ou éteindre la lumière quand vous quittez une pièce : vous l'entendez tous les jours et ça entre dans votre tête*, décrit un responsable de l'hôtel du Bindeuil. *L'Andra, c'est comme l'homéopathie. Ça infuse lentement mais sûrement.* » Depuis son cabinet de kinésithérapeute, Jean-François Bodenreider, fondateur de l'association Les habitants vigilants de Gondrecourt, explique : « *On s'est rendu compte que les déchets nucléaires, on y pensait tous les jours.* » Le géographe Pierre Ginet dénonce une « *colonisation interne du territoire* » par la métropolisation dans le livre qu'il écrit avec des opposant.es, *L'opposition citoyenne au projet Cigéo* (L'Harmattan).

En réalité, l'essentiel de l'argent versé au nom de Cigéo ne transite pas par l'Andra. Ce sont les deux groupements d'intérêts publics (GIP) de la Meuse et de la Haute-Marne qui décident des mesures d'accompagnement économique du laboratoire de Bure (*voir notre article à ce sujet*). Les 15 communes distantes de moins de 10 km de Bure reçoivent une dotation au prorata de leur nombre d'habitant.es : 485 euros par personne et par an depuis 2007. Pour Sylvain Renard, maire de Biencourt-sur-Orge, commune toute proche, « *le village de Bure ressemble à Las Vegas, avec un beau trottoir, du beau macadam, alors qu'il y a 20 ans, c'était un village*

agricole traversé par les paysans et leurs bêtes. C'est irrationnel ». Il dit refuser d'utiliser l'argent du GIP pour sa commune. Cette manne, « c'est scabreux ». À quelques kilomètres de là, dans sa ferme, un paysan s'emporte : « Ils achètent les gens. Ce n'est pas normal, tout cet argent qui arrive sans qu'on ait rien demandé. » Jean-Pierre Rémélé, ancien maire de Bonnet, village proche de Bure, se souvient de l'arrivée au milieu des années 1990 d'un représentant de l'Andra, « en costume trois pièces avec un attaché-case, venu tourner autour des dossiers communaux. Il passait à la mairie : "Il paraît que vous avez un projet d'investissement, monsieur le maire ? Envoyez-moi votre dossier, on va vous aider." »

Depuis, l'Andra a diversifié ses vecteurs d'insertion territoriale. Elle organise des « ateliers de territoire » où des élus locaux viennent écouter comment Eiffage a construit le viaduc de Millau, où EDF parle du chantier de l'EPR et la SNCF de la ligne TGV Sud-Est Atlantique. Partage de savoirs et récits d'expériences entre aménageurs. Elle finance aussi [un site réalisé par la revue Uzbek et Rica, Les Arpenteurs](#), où l'on dit vouloir écrire sur « les générations futures ». On y lit d'élégieux comptes-rendus des réflexions de l'Andra sur la mémoire et de son site d'open data.

En juin, l'agence a conduit une opération de porte-à-porte dans 45 communes pour étudier l'image de Cigéo et communiquer sur le projet. Un tiers des personnes rencontrées sont favorables au projet, 18 % défavorables et les autres n'expriment pas d'opinion particulière, selon l'agence. Plus les habitants sont proches du futur centre, plus ils le connaissent et plus ils y sont favorables. Mais impossible de vérifier ni d'en savoir plus : malgré un rendez-vous à l'Andra fixé à la date de leur choix afin de leur laisser le temps de synthétiser leurs données, ses porte-parole ne présentent pas les enseignements qu'ils en tirent.

Dans la brochure distribuée aux habitant.e.s, il n'y a rien sur les futurs rejets radioactifs du centre, rien sur les risques liés à son exploitation, rien non plus sur l'impact délétère sur l'image du sud de la Meuse ou les effets sur la valeur immobilière. « Ces déchets sont dangereux. Le risque, c'est le principe fondamental du projet, répond Mathieu Saint-Louis. Mais ces questions sont complexes. Cette brochure, ce n'était pas vraiment la place pour en parler. » Pour Dominique Mer, « on ne [le] cache pas. Mais ce n'est pas l'argument numéro un qu'on met en avant ». En revanche, le quatre-pages trouve la place pour décrire « un grand projet national scientifique et industriel de pointe », « une contribution au développement du territoire », « la garantie d'une activité industrielle pour un siècle » et « des centaines d'emplois créés ». Craignent-ils la création d'une ZAD ? « Ce sont les mêmes luttes avec les mêmes personnes, croit savoir l'Andra. Ils sont contre Cigéo mais pourraient être contre un autre projet. Ils sont contre la société. C'est très idéologique. » Des opposant.e.s organisent [un festival du 11 au 13 août, les Bure'lesques](#).

### « Pour certains, l'Andra, c'est plus que Dieu »

L'insertion dans le territoire rencontre des limites : l'attachement des riverain.e.s à leurs terres et leur gêne face au déploiement croissant de moyens financiers et de gendarmes. En mai dernier, le conseil municipal de Mandres-en-Barrois, 130 habitants, vote à une courte majorité l'échange de sa forêt communale, le bois Lejuc, contre celle qu'a achetée l'Andra. C'est dans le bois Lejuc que l'agence prévoit de construire les puits d'accès au centre d'enfouissement. Un premier vote municipal, un an auparavant, a été annulé par la justice. Cette fois-ci, 33 habitant.e.s du village, un quart de sa population, attaquent la cession devant le tribunal administratif. [Dans un texte collectif, ils dénoncent](#) les conflits d'intérêts qui entachent le vote : membres des familles d'élus employés par l'Andra, terres et baux de chasse obtenus grâce à l'agence. Le référé suspension a été rejeté, mais un recours sur le fond est en cours devant le tribunal administratif de Nancy.

« Ce n'est pas à nous, 11 conseillers municipaux, de voter pour un projet à 50 milliards d'euros et de prendre une décision pareille ! explique un élu qui a voté contre mais préfère garder l'anonymat. C'est aberrant. » Indispensable à l'avancement des travaux de Cigéo, le bois Lejuc est devenu un épice de la lutte contre l'enfouissement des déchets nucléaires. Il est occupé depuis plus d'un an par une centaine de personnes qui y construisent barricades et

cabanes ([voir ici notre reportage](#)). « Le bois, on allait y faire les asperges, les escargots, des récoltes de champignons et de framboises, se souvient une requérante, aujourd'hui retraitée. C'était formidable. On veut le garder. J'ai vu des jeunes qui ne savent plus ce qu'est une ancolie qui pousse dans un bois. Moi j'y tiens. C'est le charme de notre région. » Elle poursuit : « Pour moi, Meusienne, ce qui m'a viscéralement scandalisée, c'est qu'on nous traite comme une bande d'Indiens dans un pays sous-développé. La Meuse, ce sont des terres fertiles. C'est une splendeur. »

Malgré les promesses des élus locaux, le département continue à se dépeupler. Le collège de Montiers-sur-Saulx, commune proche, pourrait fermer. « On nous a présenté ce projet comme un moyen de développement, résume une requérante, et on voit tous les jours que c'est un projet de désertification. Il y a eu une période où les jeunes ménages faisaient vivre l'école. Mais aujourd'hui, les jeunes gens ne s'installent plus. » Une autre explique : « J'ai toujours été opposée à ce projet, mais on se résigne. Ça fait 25 ans qu'ils sont là. Je ne savais pas qu'on pouvait les attaquer en justice. » Pour Corinne François, militante [de l'association Bure Stop](#), « cette plainte, c'est extrêmement important. C'est la première fois que des habitants sortent du bois et s'opposent frontalement ».

L'Andra prévoyait de déposer son dossier de demande d'autorisation de construction fin 2018 mais vient de le reporter de six mois à mi-2019. [Selon son directeur général, Pierre-Marie Abadie](#), « faire du projet un levier pour sortir du nucléaire est une erreur ». Il rappelle que les déchets radioactifs sont là et qu'« il est de notre responsabilité générationnelle de les gérer ». La construction de Cigéo « n'épuise en rien le débat sur l'opportunité de poursuivre ou non le nucléaire ». La phase pilote de Cigéo doit démarrer en 2025. Mais plus le projet se précise, plus les inquiétudes prennent forme dans le village de Mandre-en-Barrois. C'est l'une des quatre communes, avec Bure, Bonnet et Ribeaucourt, à se trouver sur la Zira, la zone en dessous de laquelle seront enfouis les déchets. « Maintenant, dans le village, c'est la guerre, décrit une requérante. Il y avait des conflits ancestraux mais les frontières ont bougé. Maintenant il y a les pour et les contre l'Andra. C'est le seul sujet. D'un côté ou de l'autre, on ne peut plus discuter. Il y en a qui ne se disent plus bonjour. C'est à cause de l'argent. Pour certains, l'Andra, c'est plus que Dieu. »

Pour Marie-Ève Bodenreider, kinésithérapeute à Gondrecourt, « c'est une pression énorme au quotidien depuis 20 ans. La pression est tellement présente que dans la tête de beaucoup de gens, le projet est déjà fait. Il y en a même qui croient que les déchets sont déjà là. L'Andra a réussi à s'immiscer dans la tête des gens ». Elle décrit une présence ténue mais permanente de l'Agence dans le quotidien villageois : DVD disponibles en mairie, sigle de l'Agence sur le château d'eau à l'entrée du village, affiches annonçant des expositions de l'Andra dans les écoles, participation financière aux voyages scolaires. Après avoir écrit sur sa voiture « Mandres Levet vous contre l'Andra » (un jeu de mots autour du nom du maire de Mandres, Xavier Levet), elle est convoquée au commissariat, photographiée et ses empreintes digitales relevées. Une autre fois, elle se trouve à la pharmacie. Deux gendarmes entrent et vont la voir : « "Il y a une réunion ce soir ?" – "Oui." – "Vous y allez ?" – "Non." Ils attendent. Et je ressors encadrée par deux gendarmes. » Elle conclut : « On aura passé une vie avec ça. » Une requérante couche sur le papier sa position et me transmet son message manuscrit sur deux feuilles de bloc-notes : « C'est faire preuve d'égoïsme que d'accepter une transaction quelconque avec les représentants de l'Andra. Que ce soit sur le plan communautaire ou privé. L'intérêt immédiat occulte les conséquences à long terme, par simple inconscience ou aveuglement volontaire. Dans tous les cas, c'est criminel de vouloir imposer un tel risque à toute une population. » Un agriculteur confie à la fin d'un entretien : « L'Andra, ça nous tracasse. À une réunion, on a entendu quelqu'un dire que le village va disparaître. On ne sait rien. Rien. »

L'omniprésence des gendarmes sur les routes départementales exerce une pression supplémentaire, qui tourne à l'absurde dans les récits des habitant.e.s. Quand de jeunes militant.e.s cherchent à s'installer à Biencourt, le maire, Sylvain Renard, souhaite les rencontrer. Alors qu'il roule vers Bure pour les voir, il se fait contrôler par les gendarmes.

« Vous allez où ?



– À la maison de la résistance [nom du logement collectif des militant.e.s anti-Cigéo – ndlr].

– Vos papiers et descendez du véhicule. »

Une fois identifié par le commandant Dubois, il peut poursuivre sa route. Mais l'épisode a choqué l'édile. Un habitant de Mandres-en-Barrois raconte s'être fait contrôler 42 fois entre juillet et août 2016, au moment où des opposant.e.s occupaient le bois Lejuc. « Ils ont l'ordre de ne pas arrêter les gens du coin, mais comme ils changent tout le temps, ils ne nous connaissent pas. Et comme ma voiture n'est pas terrible, ça fait école », décrit un autre habitant. « Dès que tu fais une réunion dans la zone, tu as une estafette de gendarmes garée devant l'entrée de la salle », témoigne Corinne François, de Bure Stop. Un militant installé à Mandres décrit des rondes incessantes de gendarmes devant son logement collectif, y compris de nuit : « J'ai compris l'expression "entendre le bruit des bottes". Ils regardent souvent à travers ma fenêtre et chaque fois qu'ils me voient, ils me filment. » Un paysan se souvient de contrôles « deux, trois par jour sur le même chemin » à l'automne dernier.

Les agriculteurs sont à la fois les premiers touchés par le projet de l'Andra et ceux auxquels elle accorde le plus d'attention. L'Agence a acquis 3 000 hectares de terres, dont une grande partie doit servir aux mesures de compensation et aux échanges de terres avec les paysans. Ces achats massifs ont contribué à faire augmenter le prix du foncier, estimant plusieurs paysans : « On ne peut plus s'agrandir », se désole un agriculteur. « On ne peut plus s'installer, s'inquiète Louis, un paysan de 20 ans, car il faut s'aligner sur les prix de l'Andra et les banques ne suivent plus. Je ne sais pas si je vais rester ici. » Mais d'autres tempèrent : le prix des parcelles augmente partout en France et en Meuse (5 000 euros l'hectare), il reste inférieur à la moyenne nationale (5 700 euros).

Comme sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, une partie des terres de l'Andra est prêtée en baux précaires à des paysans qui continuent de les cultiver. Mais en Meuse et en Haute-Marne, l'Andra a adopté une stratégie de discrétion et d'alliance avec les acteurs de territoire. Une convention a été signée en 2012 avec la Safer, l'organisme agricole chargé de l'aménagement foncier, qui effectue elle-même les démarches auprès des agriculteurs. « Ça permet à l'Andra de s'implanter, mais ça empêche que tout soit à eux, décrypte un cultivateur qui a participé à ces discussions. L'Andra aurait exproprié de toute façon. Si un jour le projet ne se fait pas... », les parcelles resteront dans le giron de la profession. « Cette méthode douce, c'est très malin. Ça a été très bien joué de la part de l'Andra. Ils ont impliqué tout le monde. Le monde agricole n'a pas pu s'opposer. » Un agriculteur s'interroge : « Dans 20 ans, on ne sait pas comment sera Bure. Mais ça va être difficile de se lancer en maraîchage bio et en vente directe. Je vis très mal cette situation. On m'impose ce projet sans m'avoir jamais demandé. Je ne ferai pas ce métier, je m'en irai. Mais je reste attaché à cette terre. Je me vois mal être agriculteur ailleurs. C'est affectif. »

Sous couvert de l'anonymat, plusieurs paysans racontent des échanges vécus comme des pressions avec la personne que l'Andra a chargée des négociations pour obtenir le foncier, Emmanuel Hance. Son nom est vilipendé dans les tags et sur les barricades des occupant.e.s du bois Lejuc. Certains le surnomment « le shérif de l'Andra ». Les porte-parole de l'Agence contestent cette vision : « Il cristallise cette image et ces tractations, mais il a beaucoup été sur le terrain. La majorité des agriculteurs sont plutôt satisfaits. On aurait pu exproprier tout le monde. Mais pourquoi se fâcher avec la profession agricole si on peut faire autrement ? » Mi-juillet 2017, l'Agence annonce avoir acquis 98 % des parcelles dont elle a besoin.

D'un côté, la démonstration de force technique et économique de l'Andra, l'un des laboratoires les mieux financés de la recherche française (plus de 1,5 milliard d'euros en 20 ans). De l'autre, les voix discrètes des quelques centaines de voisin.e.s de la future poubelle nucléaire. Jusqu'ici, le spectacle du vertigineux trou conçu pour confiner les rejets radioactifs pendant des milliers d'années a accaparé toute l'attention nationale.

### Boîte noire

Pour ce reportage, je me suis rendue deux fois sur place : une première fois début juin à la rencontre d'habitant.e.s de Mandres-en-Barrois et de Bure, puis les 12 et 13 juillet, à Bure et Saudron pour un rendez-vous avec les porte-parole de l'Andra. Au total, j'ai interviewé

une vingtaine d'habitants ou discuté avec eux. La plupart d'entre eux ont demandé à ne pas voir leur nom cité dans l'article. Je n'ai donc publié que les patronymes des personnes ouvertement militantes et animant des collectifs.

### Lire aussi

- [Nouveaux doutes sur le stockage des déchets nucléaires à Bure](#)  
Par [Jade Lindgaard](#)
- [A Bure, la lutte contre le nucléaire s'enracine et vise le long terme](#) Par [Jade Lindgaard](#)
- [Déchets radioactifs contre argent frais : l'équation de Bure](#) Par [Jade Lindgaard](#)
- [Nucléaire: Cigéo voté, la controverse sur les déchets radioactifs continue](#) Par [Jade Lindgaard](#)

---

## Nouveaux doutes sur le stockage des déchets nucléaires à Bure

[Jade Lindgaard](#) - 12 juillet 2017

Le centre d'enfouissement des déchets nucléaires Cigéo, qui doit ouvrir en 2025, n'offre pas à ce stade de « démonstration de sûreté probante » pour quatre points majeurs de son fonctionnement, analysent dans une note récente les experts de l'IRSN. Ce projet est « caduc », alerte l'ingénieur agronome Bertrand Thuillier, tandis que l'agence chargée du site attend l'avis de l'Autorité de sûreté.

En ce début d'été 2017, le système nucléaire se retrouve mis sous pression de tous les côtés : pour la première fois, le gouvernement chiffre à 17 le nombre de réacteurs à fermer pour respecter l'objectif de 50 % en 2025. Le coût des EPR ne cesse de s'alourdir et leur date de mise en service d'être reculée. Et c'est maintenant le Centre industriel de stockage géologique (Cigéo), dont l'ouverture est prévue en 2025 à Bure (Meuse), qui fait l'objet d'une note de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), l'expert public sur les risques de l'atome, mettant en cause une partie de sa conception. [Dans un avis du 15 juin, publié vendredi dernier \(à lire ici\)](#), les spécialistes, qui ont étudié le projet de stockage des déchets nucléaires, rendent publiques des lacunes importantes concernant la sûreté de la future installation : « La possibilité d'aboutir à une démonstration de sûreté probante à cette échéance pose encore question pour quatre points majeurs qui pourraient entraîner des modifications substantielles de la conception du stockage », écrivent-ils. Mais « la maturité technique » du projet est « satisfaisante » à leurs yeux. Et ils soulignent les efforts de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) dans la constitution du dossier technique sur la sécurité de l'installation.

Afin de comprendre les enjeux de cette note d'experts, il faut avoir en tête le caractère hors du commun du projet de Cigéo : 265 kilomètres de tunnels et de galeries souterraines doivent être construits à 500 mètres sous terre, sur une surface totale d'une quinzaine de kilomètres carrés, pour y stocker près de 400 000 mètres cubes de déchets provenant des centrales EDF et du site de traitement des combustibles usés à La Hague. Pendant une centaine d'années, les exploitants du centre devront y enfouir les rebuts les plus radioactifs et les plus dangereux du système nucléaire français, au rythme d'une centaine de convois de dix wagons par an – soit deux par semaine. Les « colis » doivent être entreposés dans des « alvéoles » horizontaux, d'une longueur comprise entre 100 et 525 mètres, en fonction de leur composition. Au bout de plus d'un siècle, le site devra être rebouché et gardé en l'état pour plusieurs milliers d'années.

Tout, dans Cigéo, de sa taille gigantesque à ses horizons temporels, évoque la science-fiction. L'Andra, opérateur du projet, s'interroge ouvertement quant à la manière de communiquer sur la nature du site avec les Terrien.ne.s qui s'en approcheront dans plusieurs millénaires. Cette approche peut susciter un fascinant vertige et une ivresse mégalomane. Au point d'occulter les lourds enjeux industriels de la construction et de l'exploitation du centre.

C'est ce retour sur terre, empirique et technique, qu'opèrent les experts de l'IRSN. Plusieurs problèmes sont identifiés.

Quand Cigéo entrera en fonction, les colis de déchets commenceront à y être entreposés alors même que se poursuivra la construction du site souterrain. L'ouvrage s'annonce dantesque : comme le sol de Bure est argileux, il contient de l'eau et est friable. Les galeries devront donc être soutenues par de gigantesques structures métalliques. Ces travaux seront particulièrement difficiles à conduire à plusieurs centaines de mètres sous la terre. Pour l'IRSN, « *l'optimisation de l'architecture du stockage du point de vue de la sûreté* » doit être améliorée. Ils considèrent aussi « *qu'il n'est pas acquis que la conception retenue par l'Andra permette d'exercer, pendant la phase d'exploitation, une surveillance adaptée aux enjeux particuliers posés par la maîtrise des risques associés au stockage* ».

Parmi les divers déchets stockés à Cigéo, on trouvera des boues radioactives contenant l'eau contaminée issue des sites de retraitement de La Hague et de Marcoule. Elles doivent être enfermées dans des colis bitumineux. Le problème, c'est que ce type d'emballage s'enflamme très facilement. Or, le risque d'incendie est réel. Pourquoi ? La terre argileuse dans laquelle sera creusé Cigéo est saturée d'eau. Les colis de déchets laisseront passer de la radioactivité. Soumise à des rayonnements ionisants, la molécule de l'eau se transforme et produit de l'hydrogène. Ce gaz, mobile et explosif, pourrait s'enflammer en cas de dysfonctionnement de batteries ou d'appareil électrique. Il est prévu qu'il soit évacué du centre par un système de ventilation. Mais que se passerait-il en cas de panne ? Le problème est d'autant plus sérieux que les colis de déchets, enfoncés dans de longs tunnels irradiants, seront inaccessibles. L'architecture souterraine de Cigéo doit donc trouver une solution au problème de l'inflammation possible de l'hydrogène. Car il y a plus : son rejet par les colis risque non seulement de traverser les bouchons des alvéoles, mais aussi de les dégrader et de menacer l'étanchéité du site.

« *La possibilité de retrait des colis accidentés avec des moyens définis dès la conception n'a pas été étudiée* », alerte l'IRSN, qui en tire la conclusion que « *la conception actuelle du stockage ne permet pas le stockage sûr des déchets bitumineux* ». Les experts de l'institut demandent également que l'aléa sismique soit étudié plus en détail.

L'Andra va donc devoir apporter, « *dans les meilleurs délais* », de nouveaux éléments afin de décider si le procédé est valable ou non.

#### « Un délire irréaliste »

« *Toutes ces questions appellent nécessairement une réponse* », insiste l'IRSN, dans le futur dossier de demande d'autorisation de création (DAC), qui doit enclencher le processus de construction de Cigéo. Signe de la complexité des enjeux soulevés et de la difficulté à les régler, les experts prennent la peine de préciser, à la fin de leur avis, qu'ils « *ne présagent pas des délais nécessaires pour réunir ces éléments de démonstration et en conséquence de l'échéance à laquelle le dossier de DAC pourra in fine être achevé* ».

« *C'est une note très importante car elle montre que les problèmes de sûreté sont liés à la conception même de Cigéo et aux choix initiaux de ceux qui ont développé cette idée. Les risques sont structurels* », explique l'ingénieur agronome Bertrand Thuillier, qui critique depuis des années ce projet d'enfouissement. Il considère que dans sa conception de Cigéo, l'Andra a commis des « *fautes graves* », et que le projet « *est caduc* » : « *Soit on change complètement de conception et, au lieu de construire un site énorme, on prévoit de petites unités, mais il faut tout repenser alors qu'un milliard d'euros a déjà été investi. Soit on n'y enfouit pas les colis bitumineux.* »

Mais que faire alors de cette énorme masse de déchets, qui représente 18 % du nombre total de colis ? Sachant qu'environ 20 % des colis ont un contenu non précisément identifié et ne sont donc pas prévus dans Cigéo, et que les combustibles usés des centrales nucléaires, les fameuses barres d'uranium, n'y sont pas non plus attendus, quelle est l'utilité réelle du site d'enfouissement ?

À la suite de la parution de la note de l'IRSN, *l'Andra considère que son avis « est globalement positif : Il souligne les avancées et le fait que l'Andra a pris les bonnes orientations en matière de risques en exploitation tels que la criticité, la coactivité, ou la manutention des colis. Il considère également que l'Andra a acquis une connaissance détaillée du site de Meuse/Haute-Marne, qui lui permet de confirmer la pertinence de la zone retenue pour l'implantation du stockage ».*

Mais l'agence ne répond pas sur le fond au problème des colis bitumineux : « *La question n'est pas nouvelle et a déjà fait l'objet de demandes d'études à l'Andra, au CEA, EDF et AREVA par le ministère et l'ASN dans le Plan national de gestion des matières radioactives, sorti en 2016. Il faudra, d'ici au dépôt de DAC, poursuivre les travaux sur la conception du centre de stockage d'une part, et sur les possibilités de prétraitement d'autre part.* » L'agence dit attendre prochainement l'avis du groupe d'experts et la position finale de l'ASN. « *Ces dossiers ont tout d'abord été examinés par une revue internationale de pairs mandatée par l'ASN et pilotée par l'AIEA [l'Agence internationale de l'énergie atomique – ndlr], qui a émis un avis en novembre 2016 et qui soulignait que "le contenu du dossier d'option de sûreté et les discussions engagées au cours de la mission ont donné à l'équipe de revue une assurance raisonnable quant à la robustesse du concept de stockage".* » Pendant son instruction, l'IRSN a posé plus de 600 questions à l'Andra et organisé des réunions avec des parties prenantes : comités locaux d'information (CLIS), Association nationale des comités et commissions locales d'information (Anccli), membres de la conférence de citoyens organisée au moment du débat public.

*Pour le Réseau Sortir du nucléaire*, l'avis de l'IRSN « *met l'accent sur d'importants problèmes de sûreté qui ne constituent que la partie émergée de l'iceberg. Ceux-ci avaient été dénoncés depuis longtemps par les associations et plusieurs experts indépendants. Plutôt que de s'entêter dans cette impasse, les pouvoirs publics doivent abandonner ce projet dangereux, ruineux et antidémocratique* ». Pour le collectif Bure Stop, « *la filière électronucléaire a imposé un délire irréaliste, l'Andra a fait un beau dessin. La suite ne saura résister grandeur nature à de multiples aléas. L'absurdité du projet est parfaitement connue en haut lieu. Alors ? Il est gravissime, de la part des pouvoirs publics, de continuer à masquer la vérité en tentant de mettre un couvercle sur une future catastrophe technologique, financière, environnementale et éthique* ».

La note de l'IRSN sort alors que l'autorité environnementale vient de demander *une étude d'impact à l'Andra* avant de défricher le bois Lejuc. C'est dans cette forêt que l'agence souhaitait démarrer ses travaux en procédant à des fouilles pour étudier le sol. Elle est aujourd'hui occupée par plusieurs dizaines d'opposant.e.s à Cigéo. Ils y organisent, mi-août, un festival et une manifestation. Tous ces événements vont finir par retarder la procédure d'autorisation administrative du projet d'enfouissement.

## Lire aussi

- [Nouveaux doutes sur le stockage des déchets nucléaires à Bure](#)  
Par Jade Lindgaard
- [A Bure, la lutte contre le nucléaire s'enracine et vise le long terme](#)  
Par Jade Lindgaard
- [Déchets radioactifs contre argent frais : l'équation de Bure](#)  
Par Jade Lindgaard
- [Nucléaire: Cigéo voté, la controverse sur les déchets radioactifs continue](#)  
Par Jade Lindgaard